



ÉLECTIONS 2017

COMBAT. Partant du principe que sans reconquête du pouvoir sur la finance, toute perspective de changement politique comme social se transformera en vœu pieux...

Finance : bien prendre la mesure de l'ennemi

RÉFLEXION

« L'ennemi c'est toujours la finance ». C'est autour de cette phrase vécue comme un symbole du renoncement du mandat de François Hollande que le PCF a impulsé cette semaine des travaux pratiques avec les différentes forces de gauche : le PS de Hamon, la France insoumise et EE-LV.

Partant du principe que sans reconquête du pouvoir du politique sur la finance tout programme ne se transformera qu'en vœu pieux, la séance est d'abord passée par une séance d'« information » à la financiarisation de la monnaie assurée par l'économiste atterré François Morin. L'auteur de *La grande saignée* a expliqué les processus de globalisation et de financiarisation qui ont conduit à concentrer dans les mains de 14 banques quelque 700 000 milliards de dollars. Une logique de *too big to fail* - trop gros pour chuter - qui a rendu les états otages d'un refinancement de ces banques durant la crise de 2007/2008 au point de les surendetter tous, « même l'Allemagne ».

Il s'est ensuite attaché à présenter les éléments ayant retiré « le pouvoir monétaire aux Etats qui se sont laissés faire : d'abord en perdant le contrôle du taux de change puis celui des taux d'intérêt quand on les a obligés à aller financer leur déficit sur les marchés financiers ». Des propos auxquels tous les participants acquiescent, l'ensemble des forces de gauche partageant le décryptage de la situation.

Ces participants ont abordé de nombreux points comme celui des dépenses, des recettes, de l'investissement, du rôle des banques (lire ci-contre), ils ont aussi tous insisté sur la nécessité d'une bataille culturelle, pour montrer que « l'économie n'a rien de naturel » affirme Pascal Cherki représentant Benoît Hamon, que « le problème n'est pas



Le débat de 2h30 à la Bellevilloise est toujours accessible sur youtube. PHOTO DR

le coût du travail mais du capital » ajoute Frédéric Boccara économiste au PCF, que « si les entreprises sont écrasées de charges, ce n'est pas de charges sociales comme le pensent les gens, mais de charges financières » complète Pierre Laurent. Et de s'en référer au cas de SFR qui affiche 870 millions d'euros de masse salariale et autant de frais bancaires et de charges financières. Et d'enfoncer le clou : « la réalité est que les entreprises payent deux fois plus de frais financiers, bancaires, de dividendes... que de cotisations sociales ».

Cette bataille aura besoin de « nouveaux pouvoirs » affirme Fré-

déric Boccara, à l'échelle de l'État comme des entreprises. Un point de vue partagé par Jeanne Chevalier de la France insoumise qui veut, elle-aussi, « mettre des acteurs dans les conseils d'administration pour avoir un impact sur les décisions stratégiques ».

Être armés du point de vue des idées

Cette bataille aura aussi besoin de « nouveaux outils » selon Pascal Cherki estimant que dans « la logique de qui finance décide, il y a une forte demande de citoyens qui recherchent à financer des projets éthiques ». Cette bataille aura en-

fin besoin de combattants « armés du point de vue des idées » renchérit Pierre Laurent qui insiste sur le fait qu'elle sera longue et difficile car « nous aurons à affronter des forces énormes ». Et de s'en référer au combat mené en Grèce : « Je refuse l'idée que Tsipras est un traître. Dans ce bras de fer énorme, ce tout petit pays, affaibli, qu'est la Grèce n'a pas abandonné. Il n'a tout simplement pas pu mener la bataille ».

Et comme le rappelle Françoise Davisse, réalisatrice d'un film sur le combat des ouvriers de PSA : « ce qui leur est arrivé montre qu'il ne suffit pas d'avoir un programme ».

Angélique Schaller

ÉVASION

La COP fiscale fédère au-delà du PCF

« La question du rapatriement des profits des multinationales est très importante » campe Pascal Cherki représentant Benoît Hamon. La question des ressources est tout d'abord prise sous l'angle de la lutte contre l'évasion fiscale. Et ici, la proposition du COP fiscale réalisée par les frères Bocquet, député et sénateur communiste, est unanimement saluée : « je crois que c'est exactement ce qu'il faut et que c'est possible car les Etats ayant vu l'érosion de leur base fiscale, ont désormais une sensibilité sur cette question et ont compris qu'ils avaient intérêt à s'organiser ».

Mais Pascal Cherki veut aussi aborder la question du point de vue du budget consacré à l'Europe : « on peut créer une convergence fiscale mais une convergence sociale nécessite que l'on donne des moyens aux zones les plus défavorisées ».

Aux Etats-Unis, les excédents de la Floride ou de New-York servent à financer les déficits des autres Etats via un budget fédéral qui pèse 17 % du PIB quand le budget européen est de 1 %. On peut critiquer les affectations qui sont faites mais ils ont un outil ». La question de la Taxe Tobin est également abordée par Jeanne Chevalier de la France insoumise, rappelant que c'est « un outil pour que les taux de change ne varient pas constamment ». Taxe dont l'économiste atterré François Morin souligne qu'elle n'intègre pas, comme prévu initialement, le marché des changes : « ce marché, dominé essentiellement par la City mais aussi Wall Street, est un marché de 6000 milliards de dollars par jour. Taxer cela aurait eu des effets considérables. Mais il n'y a toujours pas un mot dans ce sens dans les documents de la Commission européenne ».

BANQUE

La loi de 2013 bien en-deçà du nécessaire

Dans la foulée du slogan « mon ennemi c'est la finance », le gouvernement du président Hollande a dit s'attaquer au problème posé par les banques et vouloir imposer une régulation des activités en France. Mais la loi de 2013 a été bien en-deçà des attentes concernant la séparation entre les activités financières et celles liées à l'activité économique réelle. A tel point que Frédéric Oudéa, patron de la Société générale, a reconnu que cela n'impacterait que de 3 à 5% de ses activités de financement et d'investissement. « Pour nous, cela a été un tournant » explique la députée EELV Eva Sas, « la prise de conscience que les lobbies avaient pied au plus haut niveau de l'Etat ». Et de prévenir aujourd'hui que, dans ce combat, « nous avons absolument besoin de l'Europe ». « Nous sommes 1000 fois d'accord pour dire que la loi de 2013 est inadmissible » a renchéri Jeanne Chevalier de la France insoumise.

Investir et développer le crédit: accord sur l'objectif, pas sur les méthodes

● Investir, relancer le crédit : tous les intervenants sont d'accord sur ce principe. Cette relance passe pour les communistes par une nationalisation des banques, « pour avoir un crédit qui développe autre chose que la rentabilité mais aille vers des dépenses utiles, sociales, environnementales » explique Frédéric Boccara. Une formule à laquelle Pascal Cherki et Jeanne Chevalier opposent la « socialisation » des banques. L'investissement public est

vécu par tous comme le choix de l'avenir. Un choix sur lequel une croix a été faite les années précédentes, de 2012 à 2017, « la commande publique étant passée de 92 à 72 milliards » illustre par exemple Pierre Laurent. La France insoumise a fait le choix d'un investissement de 100 milliards. Pourquoi 100 ? « Parce que c'est le chiffre de ce qui aurait dû être durant la dernière mandature si on avait poursuivi sur la lancée antérieure. Parce que

c'est la somme qui, chaque année, fait défaut aux caisses de l'État à cause des baisses d'impôt imposées entre 2002 et 2010 » martèle Jean-Luc Mélenchon à chaque meeting.

Un fonds européen de développement des services publics

Mais l'investissement est aussi au niveau européen, sachant que la Banque Centrale Européenne (BCE) ne peut pas financer directement des Etats.

Un point déploré par tous et qui fait dire à Jeanne Chevalier de la France insoumise « si on n'entre pas en rupture avec cette logique, je ne vois pas ce que l'on peut faire. Et la rupture, c'est notre plan B ». Mais Frédéric Boccara, économiste au PCF, non sans manifester ostensiblement son agacement, propose lui une autre option : « la création d'un fonds européen de développement des services publics qui serait financé par la BCE : cela, les traités le permettent ». A.S.